

Les élections européennes auront lieu dans six mois, en même temps que les élections fédérales et régionales. Europe de l'austérité ou de la solidarité, où voulons-nous vivre? L'échéance électorale est l'occasion d'y réfléchir et d'agir.



Europe de l'austérité ou de la solidarité?

Le 25 mai 2014, nous voterons pour élire les représentants du Parlement européen, alors que la crise touche toujours une partie de la zone euro. Pourtant, l'Europe est la première puissance économique mondiale avec ses 28 Etats membres, ses 500 millions d'habitants et un stock patrimonial de 60.000 milliards d'euros. Le budget total de l'Union européenne (UE) représente 1% du PIB des Etats membres (autrement dit 1% des richesses produites en un an par ces Etats), soit 150,9 milliards d'euros pour 2013.

Mais les Etats membres se sont engagés à réduire, dans des délais très (trop) serrés, leur déficit et leur dette publique pour sauver la monnaie unique, l'euro. Pour y parvenir, deux solutions sont envisagées: augmenter les impôts ou réduire de manière drastique les dépenses publiques. Cette seconde solution est la plus appliquée, car c'est la plus «rapide» et, politiquement, la plus facile à mettre en œuvre.

Quelle légitimité?

Finalement, ce sont les populations qui en subissent les conséquences: réduction de la qualité de vie, diminution des services publics, affaiblissement de la sécurité sociale et fragilisation de la cohésion sociale. Les inégalités se

creusent entre pays mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Ainsi, en Allemagne (proposée par certains comme «modèle européen»), 22% de la population vit sous le seuil de pauvreté et 7 millions de salariés sous contrat à temps plein gagnent 400 euros par mois...

Sous la pression de certains gouvernements (l'Allemagne notamment), la crise de l'euro a été l'occasion de renforcer les pouvoirs de contrôle de la Commission européenne. Or, contrairement au Parlement européen dont les membres sont élus, la Commission n'a pas de réels comptes à rendre aux citoyens. Par ailleurs, divers outils de gouvernance (tels que le pacte budgétaire européen ou le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) ont été créés en dehors des traités et/ou sans consultation du Parlement européen, sans débat citoyen et médiatique... Ces décisions posent des questions de légitimité démocratique.

Construire «notre» Europe

Dès lors, le fossé se creuse entre l'Europe et ses citoyens, de plus en plus méfiants à l'égard de l'Europe et de ses institutions. On peut les comprendre. Mais on ne peut pas se résigner. Dans plusieurs pays de l'Union, les mouvements populistes et les partis extrémistes utilisent

ce climat d'euroscpticisme pour renforcer leur visibilité sur la place médiatique et politique. C'est un vrai danger pour la démocratie et les valeurs que nous défendons. L'Europe a apporté la paix et permis d'engranger des acquis importants. En tant que citoyens, nous pouvons nous réapproprier cette Europe, la défendre et la faire vivre.

Pour cela, il est indispensable de voter pour un parti politique qui défend une Europe sociale. Il est nécessaire aussi d'agir en tant que citoyen. Des réseaux et des mouvements s'activent pour interpeller nos ministres sur les positions qu'ils défendent ou non aux Conseils de l'UE, pour mener un travail de sensibilisation auprès de la Commission en faveur d'une Europe sociale. Le Mouvement ouvrier chrétien (Moc) et ses organisations contribuent à ce mouvement. Ils veulent un renforcement de la souveraineté européenne, combiné à une démocratisation accrue, et ils revendiquent une harmonisation des règles sociales, fiscales et environnementales. Chaque organisation, dans son champ d'action et avec ses spécificités, œuvre en matière de travail, d'égalité, de santé, de fiscalité... ●

Cette campagne est menée par le Centre d'information et d'éducation populaire (Ciep) et portée par l'ensemble des organisations constitutives du Mouvement ouvrier chrétien (Moc): la CSC, la Mutualité chrétienne, les Equipes populaires, Vie féminine et la Joc.

Allô l'Europe? Ici la fiscalité

L'Europe de l'austérité ou de la solidarité se joue notamment dans le domaine de la fiscalité. En octobre 2013, le quotidien britannique «The Guardian» révèle les pratiques de la multinationale Google. En 2012, avec un chiffre d'affaires global d'environ 36,2 milliards d'euros et une capitalisation boursière globale d'environ 133 milliards d'euros, la filiale anglaise a payé environ 13,5 millions d'euros d'impôt de société. Cela provoque l'indignation en Angleterre.

La collectivité lésée

Google a fait appel à différentes techniques d'ingénierie fiscale pour échapper à l'impôt normalement dû. Ainsi, les ventes de l'entreprise sont déclarées en Irlande, mais ses bénéfices sont transférés à une filiale dans les Bermudes.

Face à ce type de situation, les financiers parlent d'«optimisation», voire d'«évitement fiscal»... Ce sont des techniques légales, mais utilisées abusivement pour réduire ou éviter l'impôt. Toute la collectivité est ainsi lésée: si l'entreprise avait respecté le taux d'imposition de 20% d'impôt sur les sociétés en vigueur en Angleterre, elle aurait dû déboursier 780 millions d'euros en plus, ce qui représente le salaire annuel de 22.000 infirmier(e)s ou un an d'allocations de chômage pour 220.000 travailleurs sans emploi.

De plus, la fraude et l'évasion fiscale, rigoureusement illégales celles-là, permettent aussi d'échapper à l'impôt. Au printemps 2013, l'affaire des «offshore leaks» et d'autres révélations sur ces paradis fiscaux ont fait prendre conscience à tous de ce phénomène, et surtout de son ampleur.

Concurrence fiscale

La concurrence fiscale entre pays de l'Union européenne (UE) interpelle tout autant. On parle de concurrence fiscale lorsqu'un pays prend des mesures en fonction des décisions des pays voisins, plutôt que de les prendre en fonction de ses propres besoins. Et cela arrive de plus en plus souvent! En effet, les responsables politiques des Etats membres pratiquent la surenchère pour attirer les entreprises grâce à des taux inférieurs à ceux des pays voisins. Avec, bien sûr, des conséquences dommageables pour la collectivité qui voit les contributions des entreprises diminuer.

A ce jour, l'UE n'a pas réussi à protéger ses travailleurs et ses citoyens contre une telle surenchère, bien au contraire. De 1997 à 2007, les taux d'imposition des entreprises des pays de l'UE ont baissé de 38% à 29%. Pour les Etats qui sont membres de l'Europe depuis 2003, la situation est encore plus grave. De 2003 à 2007, les taux d'imposition des sociétés sont passés en moyenne de 32% à 19% environ. Au niveau mondial, c'est en Europe que la baisse des taux d'imposition a été la plus forte pendant cette période. En cause: l'absence d'une politique d'harmonisation fiscale et d'une jurisprudence adéquate.

Changer le cap

Le Mouvement ouvrier chrétien (Moc) et ses organisations revendiquent une Europe sociale et militent pour un changement de cap radical des politiques européennes. Face à un tel nivellement fiscal vers le bas, le statu quo et le repli national sont inacceptables. Il faut chercher ensemble des



stratégies efficaces pour combattre les excès de l'ingénierie fiscale mondialisée, et inciter les institutions européennes à les mettre en œuvre.

Avec ses organisations, le Moc soutient les revendications syndicales qui exigent:

- un plan d'action solide et contraignant pour lutter contre la concurrence, l'évasion et la fraude fiscale;
- une harmonisation de l'assiette fiscale des entreprises et du taux d'imposition réel sur les sociétés. ●

Le Mouvement ouvrier chrétien et la CSC soutiennent les revendications de la Confédération européenne des syndicats (CES) dont la CSC est membre comme 84 autres organisations syndicales nationales de 36 pays européens. Plus d'infos: www.etuc.org/fr